



Communiqué de Presse

Semences Paysannes, fondement de la souveraineté alimentaire en Afrique

Des paysans de l'Afrique de l'Ouest expriment leurs vives inquiétudes au sujet de la privatisation des semences et des connaissances dans une publication multimédia présentée aujourd'hui à Bamako, le 11 Décembre 2008.

Cette publication (un livre et un CD avec des liens audio et vidéos), est le compte rendu d'un atelier international au cours duquel des paysans et paysannes de 11 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique du Nord ont partagé leurs expériences avec leurs homologues venus d'Inde, de l'Indonésie, d'Iran et du Pérou, il y a un an environ.

On trouvera dans ce livre la 'Déclaration de Bamako' – un appel pour une agriculture, une recherche agricole et des marchés qui reflètent les besoins locaux des paysan(ne)s, des travailleurs agricoles et des consommateurs et non pas ceux des firmes multinationales.

L'atelier de 2007 et la publication présentée aujourd'hui est le résultat d'une collaboration entre la CNOP (Coordination Nationale des Organisations Paysannes), l'IIED (Institut International pour l'Environnement et le Développement), et BEDE (Biodiversité Echange et Diffusion d'Expériences).

« Un contrôle local sur les systèmes agro-alimentaires et de la recherche agricole permet aux paysan(ne)s de gérer des changements imprévisibles et parfois catastrophiques » affirme le Dr. Michel Pimbert, Directeur du Programme Agriculture Durable, Biodiversité et Moyens d'Existence de l'IIED à Londres (RU). « Le changement climatique ainsi que la crise économique et financière que l'on connaît aujourd'hui souligne la nécessité que les paysan(ne)s exercent un contrôle direct et souverain sur les semences et leurs savoirs locaux afin de concevoir des systèmes agricoles et alimentaires durables et résilients ».

La Déclaration de Bamako affirme qu'une des manières de promouvoir cette résilience face aux changements est de favoriser l'échange et le développement de stratégie commune que permettent des rencontres entre paysans de différents pays.

«L'expérience indonésienne nous montre que les paysans peuvent faire de la recherche agronomique par eux-mêmes et qu'ils participent à des expérimentations complexes sur l'amélioration des plantes» dit Michel Pimbert. «Les paysans d'Afrique de l'Ouest utilisent la Déclaration de Bamako pour affirmer leur propre vision de la souveraineté alimentaire,- une vision dans laquelle les droits et le contrôle paysan(ne)s sur les semences sont des éléments fondamentaux».

Les points de vues paysans sur ces questions ont une importance nationale et régionale. « Le Mali a récemment adopté une Loi d'Orientation Agricole favorable à la Souveraineté Alimentaire et d'autres pays d'Afrique de l'ouest pensent aller dans le même sens » affirme Ibrahima Coulibaly, Président de la CNOP. « Mais dans le même temps des firmes multinationales investissent lourdement dans la région et la

nouvelle législation sur la biosécurité favorise la promotion de l'industrie des biotechnologies ». « Les semences et la terre doivent rester des patrimoines inaliénables de l'agriculture paysanne familiale » dit Ibrahima Coulibaly.

« Au niveau international, ces préoccupations sont centrales pour la Convention sur la Biodiversité » dit Bob Brac de la Perrière de BEDE. « Les paysans demandent des systèmes qui soient basés sur leurs savoirs et leurs besoins. Ceci est un élément clef pour la conservation et l'utilisation de la biodiversité agricole dans un contexte de changement social et environnemental considérable ».

La conférence de presse aura lieu au restaurant 'Le Santoro', à Bamako le 11 Décembre 2008 à 11.00 heures.

Pour les entretiens avec la presse et médias contacter:

**Ibrahim Coulibaly, président de la CNOP
Tel: 66 76 11 26**

**Mamadou Lamine Coulibaly, CNOP
Tel: 76030157**

**BaKary Doumbia, FECONG,
Sociète Civile
Tel:76 36 42 18**

**IIED
Dr Michel Pimbert
+44 7525069061**